

JUGEMENT N°096/20/CJ/SII/TCC
DU 02 JUILLET 2020

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

PREMIERE CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Rôle Général
BJ/TCC/2019/864

Société MACELEC SARL
(Me Romain K. DOSSOU)

C/

Société COFACE SERVICES WEST
AFRICA SERVICES-CSWA
(Me Alain BALOGOUN)

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Cyprien TOZO et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Jacques HOUEGBE

Débat le 11 juin 2020 ;

Jugement par contradictoire prononcé en premier ressort à
l'audience publique du 02 juillet 2020 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

OBJET

Société MACELEC SARL, au capital de 402.994.637
francs CFA, inscrite au RCCM sous le numéro RB COT/
07B-2036, dont le siège est sis à Togoudo Agonkanmè
(Abomey-Calavi), carré sans borne, 03 BP 2612

*Assistée de Maître Romain K. DOSSOU, Avocat au Barreau du
Bénin ;*

DEFENDEURS :

**1- Société COFACE SERVICES WEST AFRICA
SERVICES-CSWA SARL**, au capital de 1.000.000 francs
CFA, inscrite au RCCM du Cameroun sous le numéro
RC/DLA/2205/B/661, ayant pour succursale la société
COFACE BENIN SERVICES dont le siège est sis au
C/47-48 rue DAKO DONOU, Guinkomey (Cotonou),
prise en la personne de son représentant légal Hugues
Olivier BAGNEKI, domicilié ès-qualité au siège de ladite
société, mandataire de la **Société CODEPRIM
INTERNATIONAL SAS**, société de droit français, au
capital de 250.000 euros, ayant son siège à 350 BUREAUX
DE LA COLLINE, 92213 SAINT-CLOUD, tél : 01 41 12

Opposition à ordonnance d'injonction
de payer

29 40, prise en la personne de son représentant légal en exercice, domicilié ès-qualités au siège de ladite société ;

Assistée de Maître Christel Alain BALOGOUN, Avocat au Barreau du Bénin ;

2- Greffier en Chef du tribunal de commerce de Cotonou ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où la société MACELEC SARL en ses moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte des 8 et 9 octobre 2019, la société MACELEC SARL formé opposition à l'ordonnance d'injonction de payer n°163/2019 du 23 septembre 2019 rendue par le Président du tribunal de commerce de Cotonou et a attiré devant ledit tribunal la société COFACE SERVICES WEST AFRICA SERVICES-CSWA SARL, mandataire de la société CODEPRIM INTERNATIONAL et le Greffier en Chef dudit tribunal pour obtenir un délai de grâce assorti de l'exécution provisoire sur minute ;

Au soutien de son action, la société MACELEC SARL expose que la société CODEPRIM INTERNATIONAL lui a livré diverses marchandises ;

Qu'elle n'a pu écouler lesdites marchandises du fait des réformes entreprises dans son secteur d'activités, de la morosité économique et de la concurrence déloyale ;

Qu'en raison de ces difficultés, elle n'a pu honorer ses engagements vis-à-vis d'elle ;

Qu'elle reconnaît lui devoir la somme de 85.401.854 francs CFA, objet de l'ordonnance d'injonction de payer sus indiquée ;

Qu'elle est de bonne foi et compte honorer ses engagements ;

La société COFACE SERVICES WEST AFRICA SERVICES-CSWA SARL, bien qu'ayant constitué conseil, n'a présente aucune observation ;

**SUR LA CREANCE DE CODEPRIM
INTERNATIONAL SAS**

Attendu que l'opposition à une ordonnance d'injonction de payer ne peut prospérer lorsque le demandeur à l'opposition n'élève aucun grief contre l'ordonnance ou l'acte de signification et se limite à solliciter un délai de grâce ;

Attendu qu'en l'espèce, la société MACELEC SARL reconnaît devoir à CODEPRIM INTERNATIONAL SAS la somme de 85.401.854 francs CFA représentant le prix de vente de diverses marchandises à elle livrées ;

Qu'en raison de cette reconnaissance et en l'absence de tout grief contre l'ordonnance d'injonction de payer, l'opposition formée doit être rejetée ;

Qu'au demeurant, la demande de délai de grâce ne peut faire échec à la régularité de l'ordonnance d'injonction de payer ; ;

Qu'aucune preuve de paiement de la somme reconnue n'étant produite au dossier, il y a lieu de condamner la société MACELEC SARL au paiement ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, et en premier ressort ;

- Déboute la Société MACELEC SARL de son opposition à l'ordonnance d'injonction de payer n°163/2019 du 23 septembre 2019 rendue par le Président du tribunal de commerce de Cotonou ;
- La condamne à payer à la société CODEPRIM INTERNATIONAL SAS la somme de 85.401.854 francs CFA ;
- La condamne également aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT